
M.E.S., Numéro 128, mai - juin 2023
<https://www.mesrids.org>
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095
Mise en ligne le 30 mai 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2023

PERIODE POST COVID-19: QUELLE ORIENTATION POLITIQUE ET MODELE ECONOMIQUE POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ?

par

Modeste NDABA MODEAWI

Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques

Ruphin DJOLU DJOZA

Faculté des Sciences

(Tous) Université de Gbado-Lite

Clarisse FALANGA MAWI

KOTO-TE-NYIWA NGBOLUA

(Tous) Faculté des Sciences et Technologies

Henry MOVA SAKANYI

NSABUA TSHIABUKOLE

Léonard NTUAREMBA ONFRE

(Tous) Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques

Université de Kinshasa

Résumé

Le choc massif et brutal produit par la pandémie de coronavirus et par les mesures d'arrêt des activités prises pour l'enrayer, la plupart des grandes puissances touchées ont appliqué une politique de confinement de leur population provoquant ainsi l'arrêt de l'économie mondiale, des échanges commerciaux et, par ricochet, la paralysie des économies africaines dont celle de la République démocratique du Congo (RDC). Le monde faisant face à une crise sanitaire sans précédent causée par la pandémie du COVID-19, la RDC qui compte plus de 90 millions d'habitants et plus de 500 000 réfugiés des pays voisins, a enregistré le premier cas confirmé à Kinshasa le 10 mars 2020. A ce jour du 23 Février 2023, le pays en compte 95.646 cas de contamination et 1.464 cas de décès. La RDC après l'enregistrement de son premier cas, a pris des mesures de protection sanitaires ; Cependant, elle se trouve elle aussi dans une situation économique inquiétante qui s'est remarquée d'emblée par l'augmentation de taux de la devise étrangère (le dollar) par rapport à la monnaie locale. D'une économie extravertie, la pandémie de la Covid-19 vient la rendre en situation de stagnation ; ce qui risquerait d'emmener le pays dans une récession économique si ce fléau persistait. L'économie de la RDC a été durement touchée parce qu'elle se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis du commerce mondial, des exportations de produits de base et des financements extérieurs. Cette économie souffre des vulnérabilités qui sont accentuées par ce choc exogène et doit prendre des mesures politiques courageuses en vue de faire face aux prochaines crises de même nature.

Mots-clés : Covid-19, orientation politique, modèle économique, RDC

Abstract

The massive and brutal shock produced by the coronavirus pandemic and by the measures to stop activities taken to curb it, most of the major powers affected have applied a policy of containment of their population, thus causing the shutdown of the economy. world, trade and, by extension, the paralysis of African economies, including that of the Democratic Republic of Congo (DRC). With the world facing an unprecedented health crisis caused by the COVID-19 pandemic, the DRC, which has more than 90 million inhabitants and more than 500,000 refugees from neighboring countries, recorded the first confirmed case in Kinshasa on 10 March 2020. To date of February 23, 2023, the country has 95,646 cases of contamination and 1,464 cases of death. The DRC after recording its first case, took health protection measures; However, it is also in a worrying economic situation which was immediately noticed by the increase in the rate of the foreign currency (the dollar) compared to the local currency. From an extroverted economy, the Covid-19 pandemic has brought it into a situation of stagnation; which could lead the country into

an economic recession if this scourge persists. The DRC's economy has been hard hit because it is characterized by a heavy dependence on global trade, commodity exports and external financing. This economy suffers from vulnerabilities that are accentuated by this exogenous shock and must take courageous political measures in order to face future crises of the same nature.

Keywords : Covid-19, political orientation, economic model, DRC

INTRODUCTION

La pandémie de la Covid-19 et les mesures prises pour limiter sa propagation ont provoqué un choc récessif de grande ampleur et sans équivalent dans l'histoire récente. La réponse à la crise sanitaire par le confinement de la population dans nombreux pays a réduit fortement l'activité économique, ce qui a pesé sur l'emploi, les revenus et la situation financière des entreprises ; certains secteurs ont été particulièrement touchés (commerce, restauration, tourisme, construction, etc.).^[1]

Naturellement, la pandémie du Covid-19 a eu des effets directs sur les fondamentaux de l'économie mondiale. L'impact économique s'est fait sentir dans les pays les plus touchés par la pandémie. En Chine, par exemple, l'activité dans l'industrie manufacturière et dans le secteur des services a énormément baissé en février 2020. Si le ralentissement de l'activité manufacturière est comparable à celui observé au début de la crise financière mondiale, celui des services paraît plus prononcé cette fois-ci, ce qui témoigne l'effet considérable de l'isolement social.^[2]

La pandémie du Covid-19 a eu d'importantes perturbations dans le fonctionnement de l'économie mondiale, à la fois, sur l'offre des biens et services et sur la demande globale. Aussi, son impact négatif est visible dans tous les secteurs de la vie humaine et elle a remis en cause la résilience de tous les systèmes de santé mondiaux ^[3]. Les crises sanitaires touchent tous les pays du monde, mais l'impact est plus grand sur les États fragiles ^[4] en raison de l'inefficacité des institutions, d'un manque de résilience ou encore des économies précaires.^[5] Dans la sphère réelle, la perturbation des activités économiques à l'échelle mondiale a entraîné une baisse drastique du profil de la croissance durant le premier trimestre 2020 et les récentes projections des pays ainsi que des organisations internationales, notamment du FMI, de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement laissent présager une dépression à fin 2020 avec des taux de croissance négatifs pour toutes les régions du monde.

Toutes les principales économies du monde notamment les Etats-Unis, la chine, l'Allemagne et la France ont revu à la baisse les prévisions de leur taux de croissance en fin 2020. C'est le cas également pour plusieurs autres pays du monde.

Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, les pays africains devraient se préparer à voir leur croissance divisée par deux, la faisant ainsi passer seulement à 2% au lieu des 4% prévus initialement. Ainsi, des pays dépendant de leurs ressources naturelles, comme c'est le cas de bon nombre d'entre eux sur le continent, verront leurs revenus impactés négativement.^[6]

¹ Delphine Brajon et alii, Impact de la crise de la covid-19 sur l'économie francilienne mars à octobre 2020 ; www.institutparisregion.fr

² Fonds Monétaire International, 2020a

³ Erick Mukala et alii, COVID-19 : Un nouveau problème de santé publique, mise au point d'une stratégie de contrôle applicable au contexte de la RD Congo, CCSC-ASBL, éd. CIDE, 2021

⁴ Flahault, A. (2009). Gestion d'une crise sanitaire : l'exemple du chikungunya. Les Tribunes de la santé, (22), 53-66.

⁵ OCDE. (2016). États de fragilité 2015. Consulté à l'adresse http://www.oecd-ilibrary.org/development/etats-de-fragilite-2015_9789264248878-fr.

⁶ NYAMUGIRA BA, BORAUZIMA ML, NGONGO MH (2020). Covid-19 en République démocratique du Congo : Comment financer la relance économique après la crise ? doi : 10.13140/RG.2.2.36424.06407/1.

En effet, avant la survenance de la pandémie du covid-19, la France, la Chine, les Etats-Unis et l'Allemagne projetaient pour 2020, respectivement des taux de croissance économique d'environ 0,9% ; 4,9% ; 1,9% et 0,3%. Suite à la pandémie, tous ces pays ont reconsidéré à la baisse et ce, de manière significative, les prévisions de leur taux de croissance économique en 2020. Le même constat peut être fait pour l'exercice 2021.

Il ne faut tout de même pas perdre de vue que la dynamique attendue dépendra du comportement des acteurs, particulièrement des Etats-Unis et de la Chine.[7]

I. COMPTABILITE DES EFFETS INDUITS PAR LE CHOC DU COVID-19

En effet, la perturbation des activités économiques à l'échelle mondiale a fait baisser le PIB, ce qui a entraîné des chocs sur l'offre ; par ailleurs, les mesures de confinement prises par plusieurs pays, à travers le monde, ont réduit à leur tour la demande mondiale.

Une détérioration de la confiance des consommateurs et entreprises peut inciter à tabler sur une baisse de la demande, notamment des dépenses courantes et d'investissements. Cela exacerberait la fermeture d'entreprises, les pertes d'emplois et une baisse en cascades de la demande globale si les mesures urgentes de soutien à l'économie tardaient à être prises.

C'est à juste titre que les dernières estimations mondiales font état d'une réduction des heures des travaux de 6,7% ; ce qui équivaut à 195 millions de personnes qui travaillent à plein temps, les personnes effectuant une semaine de travail de 48 heures ; Aussi, 38% de la main-d'œuvre mondiale (1,25 milliard de travailleurs), sont exposés à des risques de perte d'emploi car œuvrant dans des secteurs d'activités qui pourraient fléchir sensiblement, notamment le commerce de détail, l'hôtellerie, la restauration et la manufacture.

Relativement aux pays à faible revenu ou intermédiaire comme en Afrique, l'économie informelle serait la plus touchée. Partout au monde, les travailleurs les plus vulnérables aux risques sanitaires sont aussi ceux intervenant dans des espaces publics.

Etant donné que toutes les projections suggèrent une récession mondiale, Gita Gopinath du FMI, a invité les gouvernements du monde et les institutions internationales à mettre en place des mesures de grande envergure et ciblées sur les plans budgétaire, monétaire et financier pour limiter les conséquences économiques que peut impliquer cette crise sanitaire, et principalement aider les ménages et les entreprises touchés. Les mesures proposées à cet effet, se résument comme suit : Les ménages et entreprises frappés par de perturbations de l'offre et une chute de la demande pourraient être ciblés et bénéficier de transferts monétaires, subventions salariales et allègement d'impôts ; ce qui leur permettrait de répondre à leurs besoins et de rester à flot. Ces mesures sont d'application en Italie, Corée du sud, Chine et Canada.[8]

1.1. Du côté de l'offre

Diminution directe de l'offre des biens et services en raison des travailleurs infectés par le Covid-19 ou accusant d'une baisse de productivité du fait d'un enfant ou d'un proche parent malade.

Ralentissement de l'activité économique à cause notamment : des mesures d'isolement, de confinement et de mise en quarantaine visant à freiner la propagation du Covid-19 ; ce qui réduit l'emploi des capacités installées et les débouchés ; du manque d'intrants en raison de la perturbation des chaînes d'approvisionnement, que ce soit sur le marché intérieur qu'extérieur.

⁷ INANGO KHANDULA D, L'économie congolaise face à la pandémie à Covid-19 : Suggestions et Perspectives, Mémoire, FASSAP, UNIKIN, 2019-2020

⁸ INANGO KHANDULA D., *Op.Cit.*

- *L'effet domino de la Chine sur les Entreprises locales*

La Chine est fournisseur important de produits intermédiaires à l'échelle mondiale : appareils électriques, automobiles, machine, outillage, etc. La perturbation de l'activité en Chine a donc déjà un effet domino sur les entreprises en aval.

Cette perturbation contribue à alourdir davantage les charges d'exploitation et constitue un choc sur la productivité ; ce qui freine l'activité économique [9].

1.2. Du côté de demande

Il y a lieu de citer la perte de revenus ; les craintes de contagion et la montée de l'incertitude inciteront les ménages à dépenser moins ; les pertes d'emplois qui résulteraient de la crise devraient réduire la demande globale, sinon la demande solvable. La perturbation du cadre macroéconomique (hausse de l'inflation et dépréciation monétaire) à la suite du Covid-19 réduira la demande globale et restreindra les débouchés. Les mesures de confinement, en limitant la mobilité des personnes et des biens pèsent sur la demande globale, (faible fréquentation des magasins et ralentissement de la rotation des stocks).[10]

L'Italie a reporté les échéances fiscales pour les entreprises des zones touchées et élargi le fonds de complément salarial pour aider les travailleurs licenciés.

La Corée du sud a instauré des subventions salariales pour les petits marchands et augmenté les allocations familiales et aux chercheurs d'emploi. La Chine a provisoirement dispensé les entreprises de cotisations de sécurité sociale. Pour les personnes licenciées, l'assurance chômage a été renforcée. Il est aussi prévu l'élargissement de la couverture des congés maladie et familiaux payés. Certaines entreprises ont demandé à leurs travailleurs de rester à la maison sans craindre de perdre leur emploi pendant la pandémie.

L'Espagne a annoncé l'hibernation de l'activité économique et a décidé d'accroître la protection des travailleurs en empêchant les employeurs de procéder au licenciement express, comme après la crise financière de 2008. A cet effet, elle a bloqué le licenciement objectif invoquant la force majeure et confirmé que tous les contrats à durée déterminée resteront en vigueur jusqu'à la fin de la crise.

Par ailleurs les banques centrales doivent être prêtes à fournir beaucoup de liquidités aux banques et aux autres institutions, en particulier ceux qui prêtent aux petites et moyennes entreprises, peut-être moins préparées à de fortes perturbations. En outre, des mesures de relance monétaire comme une baisse du taux d'intérêt directeur et des achats d'actifs, peuvent rehausser la confiance et soutenir les marchés financiers en cas de risque prononcé de durcissement considérable des conditions financières.

De même, une relance budgétaire généralisée et proportionnelle à la marge de manœuvre disponible peut stimuler la demande, mais serait probablement plus efficace lorsque l'activité des entreprises commencera à revenir à la normale, après la période de confinement.[11]

Compte tenu de la vaste propagation de la pandémie de Covid-19 dans de nombreux pays, de la profondeur des liens économiques entre les pays (au plan technologique, financier et commercial) et des effets de confiance considérables sur l'activité économique, les marchés de produits de base, il est évident qu'une riposte internationale coordonnée s'impose pour pouvoir contrer la pandémie et relancer rapidement l'économie mondiale.

II. LA PANDEMIE DE LA COVID-19 ET L'ECONOMIQUE DE LA RDC

2.1. Situation économique de la RDC d'Avant covid-19

(i) Traits caractéristiques récents de l'économie congolaise

⁹ *Idem*

¹⁰ *Ibidem*

¹¹ INANGO KHANDULA D., Op. Cit

L'économie de la RDC est peu développée en raison de l'état embryonnaire de son industrie et de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur primaire, particulièrement de l'extraction des ressources minières. Quoique sa part dans la croissance ait fortement baissé entre 2018 et 2019, passant de 4,4 à 0,5 points de contribution, celle-ci reste le principal levier de l'économie du pays.

Le rôle joué par l'exploitation des ressources minières est de plusieurs ordres. Elle contribue non seulement à la création directe de richesses et d'emplois mais elle sert également de support à d'autres segments de l'économie de par sa consommation de services divers. Aussi, elle concourt à l'entrée des devises et par conséquent, son dynamisme contribue à l'équilibre du marché de change [12].

Tableau I. Décomposition du taux de croissance allant de 2017 à 2020 (prévision)

	Don minier				Croissance				
	Primaire Tertiaire	Don minier	Secondaire	Secondaire	Primaire	Don minier	Secondaire	Tertiaire	
	%				Points de croissance				
2017	59,5	52,5	31,6	31,9	2,22	1,96	1,18	1,19	3,5
2018	81	75,8	12	8,6	4,7	4,4	0,7	0,5	5,8
2019	19,5	10,8	34,8	36,9	0,9	0,5	1,6	1,7	4,6
2020 Prév									5,4

Source : Données issues de la Banque Centrale du Congo¹³

(ii) Balance Commerciale

La balance commerciale de la RDC en 2018 et 2019 renseigne que plus de 90 % des recettes d'exportation du pays proviennent de la vente à l'étranger des produits miniers et des hydrocarbures. Ce sont également ces recettes qui confortent le niveau de réserves de change de la Banque Centrale du Congo (BCC).

Tableau II. Balance commerciale allant de 2018 à 2019

	2018	2019	Variation (%)
Exportations (Millions USD)	15.966,8	15.031,3	- 5,9
Produits miniers et hydrocarbures	15.826,8	14.919,7	- 5,7
Produits agricoles	124	100,7	- 18,8
Produits industriels	16,1	10,9	- 32,0
Importations (Millions USD)	14.972,7	14.631,7	- 2,3
Biens de consommation	3555,2	3667,3	3,2
Energie	1108,6	1068,7	-3,6
Matières premières et semi-produits	3187,6	3573,2	12,1
Biens d'équipement	7121,2	6322,4	-11,2
Solde	994,1	399,6	-59,8

Source : Données issues de la Banque Centrale du Congo¹⁴

Toujours au niveau des transactions avec le reste du monde, plus précisément au

¹² MATATA P M (2020). Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République démocratique du Congo. <http://congochallenge.cd>

¹³ Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo (2017-2020)

¹⁴ Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo (2018-2019)

niveau du compte capital, il s'est observé une baisse du solde des opérations. Ce dernier est passé de 0,9 % à 0,3 % du PIB en raison d'une diminution des transferts privés. En ce qui concerne les investissements directs étrangers nets, ils ont baissé de 4,02 % d'une année à une autre.

Il convient de relever que les biens d'équipement représentent près de 50% des importations.

(iii) Inflation et Taux de change : 2017-2019

Tableau III. Inflation et taux de change allant de 2017 à 2019

	Inflation	Taux de change	Variation du taux de change	Réserves de change
	%	CDF/USD	%	En millions de USD
2012	2,7	915,2		1.271,80
2013	1,07	918	-0,31	1.743,60
2014	1,03	925	-0,76	1.645,15
2015	0,8	927	-0,22	1.403,58
2016	11,45	1281	-27,63	845,44
2017	54,7	1650	-22,36	844,02
2018	7,22	1670	-1,20	879,48
2019	4,58	170	-2,05	858,66 (avant FMI)
				1.030,97 (après FMI)

Source : Données issues de la Banque Centrale du Congo¹⁵

Le taux de change étant déterminé par la rencontre de l'offre et de la demande de devises, son comportement est à mettre en parallèle avec le solde de la balance commerciale.

Et puisque le pays est très dépendant de l'extérieur, notamment des importations alimentaires ; l'évolution de l'indice des prix à la consommation est dans une certaine mesure liée au taux de change. La dépréciation monétaire observée entre 2016 et 2017 procède d'une baisse de l'offre de devises provoquée essentiellement par la baisse des cours mondiaux des minerais alors que la demande de devises sur le marché de change avait tendance à augmenter du fait de la spéculation et de la méfiance qui caractérisaient les agents économiques en raison de la fragilité de la situation politico sécuritaire.

Il est important de faire remarquer que la stabilité macroéconomique relative observée entre 2018 et 2019 a été réalisée au prix d'une forte consommation des réserves de change, en couverture des déficits importants des opérations financières de l'Etat, dans un contexte de repli de la croissance. La forte consommation des réserves de change a eu également comme conséquence le report de financement des dépenses d'investissement.

L'analyse de la structure des revenus de l'Etat indique qu'une part importante des recettes publiques provient des transactions commerciales du pays avec l'étranger au titre des droits de douanes et d'accises (± 25 % du total des recettes). Les impôts qui relèvent du commerce extérieur représenteraient près de 30 % des recettes fiscales. [16].

¹⁵Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo (2017-2019)

¹⁶ MATATA P M, Op cit

Tableau IV. Contributions des régies financières aux recettes publiques en 2019

Régies	Recettes (en millions de CDF)	Proportion
DGI	3.613.123	51,4%
DGDA	2.009.375	28,6%
DGRAD	1.114.590	15,9%
Pétroliers Producteurs	265.708	3,8%
Autres	23.566	0,3%
TOTAL Recettes	7.026.362	100%

Source : Rapport annuel de la BCC

A la lumière de ce tableau, il ressort que les principaux contributeurs à la mobilisation des recettes de l'Etat sont : la DGI, la DGDA et la DGRAD avec une part de 96% du total des recettes mobilisées. Il convient aussi de souligner que les recettes issues de l'activité interne ont représenté 91% contre 9% issues de l'activité externe.

(iv) Recettes et dépenses de l'économie congolaise

La RD Congo est une petite économie ouverte qui compte environ 80 millions d'habitants parmi lesquels 61% vivent dans les milieux ruraux. Ce qui lui confère le statut d'un pays à dominance rurale. Et comme pour la plupart des pays en développement, l'économie congolaise repose sur les exportations des matières premières et les importations des biens de consommation et d'équipement. Ceci traduit une dépendance quasi-totale vis-à-vis de l'extérieur.

Au niveau local, le marché n'est pas diversifié. Il est caractérisé par la prédominance du secteur informel organisé autour des petites activités commerciales et une très faible mobilisation de l'épargne aussi bien privée que publique. Sans conteste, le secteur minier constitue à ce jour le poumon de l'économie congolaise. La fragilité de l'économie congolaise l'expose à un très grand choc face aux récentes contractions des économies causées par le confinement.

Le Fond Monétaire International a revu les projections de croissance de la RDC le ramenant à -2.2% comparativement aux projections d'octobre 2020 qui estimait le taux de croissance de la RDC à 3.2%.^[17]

La loi des Finances 2020 positionnait le budget de la RDC en équilibre de 18.545,2 milliards de CDF. Tenant compte du cadre macroéconomique, ce montant avait connu une modification le ramenant à 13.869 milliards de CDF.

La grande problématique de la gestion budgétaire en RDC est traduite par des déficits successifs provoqués par une faiblesse en terme de mobilisation des recettes avec comme corollaire le recours fréquent à la planche à billet.

A titre illustratif, au cours du mois de Février, le pays a enregistré un déficit de 180 milliards de CDF. La structure de dépenses pose également problème. Au cours du mois de Février, les dépenses de rémunération et de fonctionnement sur les dépenses totales ont représenté 77.9% du total de dépenses alors que les dépenses d'investissement qui étaient de 0.2% en janvier se sont situées à 2.5% en Février 2020. Les recettes de la RDC proviennent principalement des redevances minières.

En 2019, plus de 90% des recettes d'exportation du pays provenaient de la vente à l'étranger des produits miniers et des hydrocarbures. Les recettes d'exportations des produits miniers contribuent à alimenter l'économie congolaise en devises et à maintenir

¹⁷ *Idem*

l'équilibre sur le marché de change.[18]

2.2. Notre Contribution pour une Relance de l'Economie Congolaise en cette période de crise sanitaire mondiale de la covid-19

La République Démocratique du Congo dispose de 80 millions d'hectares de terres arables, dont à peine 10 % sont mises en valeur; 2^{ème} pays de la planète en termes de terres arables cultivables disponibles après le Brésil. Grâce à la diversité des climats et à la densité du réseau hydrographique, la RDC, complètement aménagée, serait capable de nourrir près de 2 milliards de personnes, ce qui constitue un atout maître dans le contexte de la crise alimentaire mondiale qui se profile déjà dans la durée. [19]

Compte tenu de ces changements qui affectent et affecteront tous les continents et la plupart des pays d'Afrique, aggravés par la pandémie de corona virus, la RDC pourrait devenir l'un des grands pays agricoles du continent et de la planète. Il est incontestable que le développement de l'agriculture sera le moteur de sa relance économique et le principal moyen de lutter durablement contre la faim en cette période de crise sanitaire mondiale.

Eu égard à tout ce qui précède et pour y parvenir, le Gouvernement de la RDC doit :

- mettre en place une politique de production axée sur la mobilisation interne des ressources ; Cette mobilisation passerait par :
- mettre en place un Plan National d'Investissement Agricole en sigle PNIA ;
- institutionnaliser une Banque de Crédit Agricole (qui a pourtant existé) qui accordera des crédits bancaires aux agriculteurs identifiés en fonction de la taille de leurs exploitations;
- créer une Cellule Technique de Suivi et Evaluation de l'Exécution du Plan en sigle CTSE-PNIA.

2.2.1. Sources de Financement

Les sources de financement seront aussi bien internes qu'externes ; Et pour ce faire, il sera procédé aux stratégies et mesures suivantes:

- la collecte de différents financements extérieurs ;
- la réduction sensible des dépenses non productives (exemple : les salaires des animateurs des institutions politiques congolaises, des mandataires publics, etc). Le gain de cette réduction pourrait constituer des fonds d'investissement productif ;
- une réduction sensible ou suspension des frais de fonctionnement des institutions publiques non productives et qui ponctionnent gratuitement le budget de l'Etat;
- la récupération de toutes les sommes perdues dans le passé suite à la légèreté dans la gestion des institutions publiques. Pour ce cas, un appui logistique et financier à l'organe judiciaire aiderait l'Etat congolais à récupérer une bonne partie de sa fortune logée dans les comptes des particuliers.[20]

Le gain obtenu sur l'ensemble des fonds ainsi récoltés serviront à investir dans le secteur agricole en valorisant l'Agriculture de subsistance pour l'approvisionnement du marché national, l'amélioration continue de la sécurité alimentaire, la réduction des importations et l'augmentation des exportations (Mais, arachides, manioc, riz, banane, etc) ainsi que l'Agriculture de rente (Huile de palme, Caoutchouc, Café vert, Huile de palmiste, Cacao, Thé, etc) pour la commercialisation ; Ce qui permettra à la RDC de refaire la balance commerciale en ce qui concerne les produits agricoles dont les chiffres ne sont pas intéressants.

¹⁸ *Idem*

¹⁹ Code Agricole, République Démocratique du Congo (2008). <http://www.inter-reseaux.org>

²⁰ NDABA M. Modeste, Pandémie à corona virus en RDC : Opportunités pour une relance économique, Britain International of Exact Sciences (BIOEx) Journal ISSN: 2686-1208 (Online), 2686-1216 (Print) Vol. 3, No. 2, May 2021,

Ainsi, le résultat obtenu de cet investissement dans l'espace agricole aura à coup sûr un impact positif dans les autres espaces ou secteurs de la vie nationale.^[21]

III. SITUATION ECONOMIQUE DE LA RDC EN 2021 ET PERSPECTIVES 2022

La RDC dont l'économie reste très dépendante du secteur minier, soumis aux aléas des cours internationaux est un Etat qui reste en situation de fragilité ; les perspectives de croissance pour l'année 2022 sont toutefois plus favorables.

Au courant de 2019, la baisse des cours des matières premières avait fortement fragilisé son cadre économique au point de nécessiter l'intervention d'urgence du FMI. La remontée rapide des cours internationaux au courant de 2020 a permis à l'économie de contenir une partie des effets de la crise sanitaire et d'afficher une légère croissance (+1,7%). Il y a près de 10 ans que le pays n'avait connu de programme avec le FMI qui a accepté d'approuver en Juillet 2021 un programme de 3 ans avec la RDC pour un montant de 1,5 Milliards de USD.

3.1. Une Croissance économique positive en 2020 malgré l'impact de la COVID-19

L'économie de la RDC est très spécialisée largement dépendante du secteur minier : 95% de ses exportations sont des matières premières (cuivre et cobalt dont 40% destinées à la Chine).

Le poids de la pandémie a été particulièrement important dans le secteur des Services, entraînant une contraction du PIB hors industries extractives, en perte de vitesse par rapport à 2019.

La situation des Finances publiques s'est également détériorée et les dépenses liées à la réponse Covid-19 ont conduit à des déficits importants financés par l'émission monétaire de la BCC. L'appui du FMI en Juillet 2021 de l'ordre de 21 Millions de USD a relevé le niveau de réserves en devises du pays ; 3 domaines clés ont été concernés, notamment :

- l'intensification de la mobilisation des recettes intérieures afin d'accroître la marge de manœuvre budgétaire pour les infrastructures et les dépenses sociales ;
- le renforcement de la gouvernance (gestion des ressources naturelles et la transparence) ;
- le renforcement du cadre de la politique monétaire et de l'indépendance de la BCC.

Comme on peut le constater, la croissance économique a bondi à 5,7% en 2021 après un ralentissement à 1,7% en 2020 en raison de la pandémie à corona virus. Le secteur minier a été un moteur essentiel de la croissance, la production de cuivre et de cobalt ayant respectivement augmenté de 12% et 7,6% ; les secteurs non miniers (en particulier l'agriculture et les services) se sont aussi redressés et ont enregistré une croissance de 3,9% en 2021 malgré les restrictions économiques liées à la Covid-19.²²

La hausse des prix des matières premières a également gonflé les recettes ; ce qui, associé à l'augmentation des dons extérieurs, a permis d'assainir les finances publiques malgré des dépenses plus élevées. Le budget du pays était équilibré en 2021 alors qu'il accusait un déficit de 1,2% en 2020.

Malgré les prévisions favorables de croissance de 6,4% à moyen terme en 2023, l'industrie minière devrait encore progresser en 2022 et encore plus d'ici 2024 car la mine de cuivre de Kamoja-Kakula entrerait dans sa deuxième phase de production en fin 2022.

Toutefois, l'économie du pays demeure exposée aux fluctuations des cours des matières premières et aux niveaux de croissance de ses principaux partenaires commerciaux, qui pourraient être perturbés par des conflits géopolitiques et une

²¹Idem.

²² www.tresor.economie.gouv.fr

résurgence de la pandémie. Le déficit immédiat qui se pose à la RDC est de maintenir la stabilité politique et macroéconomique tout en intensifiant les réformes en cours pour assurer une croissance durable et inclusive [23].

IV. PERIODE POST-COVID-19: QUELLE ORIENTATION POLITIQUE ET MODELE ECONOMIQUE POUR LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ?

Le choc massif et brutal produit par la pandémie de coronavirus et par les mesures d'arrêt de l'activité prises pour l'enrayer, la plupart des grandes puissances touchées ont appliqué une politique de confinement de leur population provoquant ainsi l'arrêt de l'économie mondiale, des échanges commerciaux et, par ricochet, la paralysie des économies africaines dont celle de la RDC.

L'économie de la RDC a été durement touchée parce qu'elle se caractérise par une forte dépendance vis-à-vis du commerce mondial, des exportations de produits de base et des financements extérieurs. Cette économie souffre des vulnérabilités qui sont accentuées par ce choc exogène. En outre, la fermeture des écoles et les difficultés accrues d'accès aux soins de santé primaires ont eu probablement des effets durables sur le développement du capital humain.

Ces perspectives sont d'autant plus alarmantes que la crise a laissé des séquelles durables et a donné lieu à des difficultés majeures. C'est ainsi que la première des priorités est de faire face à l'urgence sanitaire et économique mondiale.

En raison de sa plus grande vulnérabilité, il est absolument essentiel que l'économie congolaise renforce son système de santé publique par l'exécution prioritaire des dépenses de santé dans le budget de l'Etat, car ce budget consacré à la santé nous renseigne que la part y réservée est très faible.

Au regard de ces situations, la RDC n'a pas atteint l'engagement d'Abuja que les chefs d'état et des gouverneurs s'étaient accordés d'allouer au moins 15% du budget de l'état à consacrer à la santé ; Ainsi, cette faible allocation du budget de l'état a des répercussions néfastes sur la santé de la population.

Par ailleurs, le pays doit répondre aux problèmes posés par la prédominance du secteur minier et le manque de diversification de l'économie et des filets sociaux de sécurité ; bref, il devra engager des réformes qui permettent d'assurer une croissance vigoureuse et durable après la crise [24] en mettant un accent particulier sur le secteur agricole prédominé à plus de 70% par une population active en milieu rural pouvant ainsi créer plus de 60% d'emploi dans le pays.[25]

CONCLUSION

Eu égard à cette crise sanitaire mondiale, la RDC dispose de tous les atouts et de réels avantages comparatifs tant sur le plan géopolitique que sur le plan économique pour pouvoir relever le défi, en tirer avantage et faire preuve d'une capacité de réadaptation. Cependant, cette crise aura un impact non seulement à court terme, mais aussi à long terme, tant sur le plan économique, social que culturel. Certes, malgré les atouts dont dispose la RDC, la pandémie a montré les défaillances du système économique et social du pays.

Les perturbations que nous vivons actuellement ne sont probablement que les premiers signes d'une transformation historique de nos normes politiques et sociétales. Ces bouleversements mettent en relief les fragilités de notre modèle économique actuel et l'incapacité du pouvoir public congolais à faire face à un choc sanitaire de cette ampleur.

²³ www.tresor.economie.gouv.fr

²⁴ CIBALA MUTEBA F, Op.cit

²⁵ Banque Centrale du Congo, Revue, analyses et prospectives, Numéro spécial, Volume 2, N°3, Juillet 2018

De ce fait, la crise peut être une opportunité pour la RDC d'intégrer les enseignements tirés de cette pandémie dans son nouveau modèle de développement afin de relancer l'économie nationale sur de nouvelles bases par la mise sur pied d'une politique sanitaire au modèle standard ainsi qu'une économie diversifiée dans les domaines porteurs de croissances économique à savoir les secteurs agricole, minier et touristique.

La mise en œuvre de ce nouveau modèle de développement nécessiterait, sans doute, la reconsidération de nouvelles priorités en termes de dépenses publiques, de production et d'investissements. La pandémie souligne l'urgente nécessité de prendre des mesures sanitaires et économiques, y compris dans le cadre d'une coopération mondiale, pour amortir le choc, protéger la population et renforcer la capacité du pays à anticiper et gérer à l'avenir des crises de cette ampleur.

Comme l'on peut le constater, la réponse à une crise épidémio-pandémique doit soutenir non seulement les interventions d'urgence immédiates, mais aussi la réduction des risques à moyen et long terme par le renforcement du système de santé publique à tous les niveaux, y compris mondial de telle manière que l'après-crise ne soit plus conçue comme la simple reprise du « business as usual » mais soit marquée par des investissements politiques et financiers majeurs dans les systèmes de santé et leur capacité à anticiper, préparer et gérer les crises sanitaires, et aussi le soin curatif au quotidien ainsi que la prévention.

Ainsi, tout laisse indiquer que cette épreuve ne manquera pas de préfigurer de profondes mutations tant sur le plan économique que sur le plan politique et social et pourrait se traduire par une redéfinition des priorités ; d'où les enseignements à tirer de la crise de « Covid-19 » tant au niveau national qu'international.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Banque Centrale du Congo, Revue, analyses et prospectives, Numéro spécial, Volume 2, N°3, Juillet 2018.
- BRAJON Delphine et alii, Impact de la crise de la covid-19 sur l'économie francilienne mars à octobre 2020 ; www.institutparisregion.fr;
- CIBALA MUTEBA F, Impact de la Covid-19 sur la Balance commerciale de la RDC, Mémoire, FASSAP, UNIKIN, 2019-2020.
- Code Agricole de la République démocratique du Congo (2008). <http://www.inter-reseaux.org>;
- FLAHAULT, A. (2009). Gestion d'une crise sanitaire : l'exemple du chikungunya. Les Tribunes de la santé, (22), 53-66 ;
- <https://doi.org/10.33258/bioex.v3i2.434>.
- INANGO KHANDULA D, L'économie congolaise face à la pandémie à Covid-19 : Suggestions et Perspectives, Mémoire, FASSAP, UNIKIN, 2019-2020 ;
- MATATA P. M. (2020). Effets potentiels du coronavirus sur l'économie de la République démocratique du Congo. <http://congochallenge.cd>;
- MUKALA Erick et alii, COVID-19 : Un nouveau problème de santé publique, mise au point d'une stratégie de contrôle applicable au contexte de la RD Congo, CCSC-ASBL, éd. CIDE, 2021 ;
- NDABA MM, DJOLU DR, MASENGO AC, FALANGA MC, LENGBIYE ME, INKOTO LC, GBOLO ZB, RIDWAN R, MPIANA PT, MUDOGO V, NGBOLUA KN (2020). Congolese Medicinal Plant biodiversity as Source of AntiCOVID-19 Compounds: Economic goods in the light of Comparative Advantages Theory of Ricardo. **Budapest International Research in Exact Sciences (BirEx) Journal**, 2(3), 298-309. doi: <https://doi.org/10.33258/birex.v2i3.1067>.
- NDABA, M. M., MAWI, C. F., NYANTE, U. M., KOBE, J. K., DJOZA, R. D., MAGBUKUDUA, J. M., MASENGO, M. C., BONGO, G. N., RIDWAN, M., &

- NGBOLUA, K.N. (2021). COVID-19 Pandemic: Opportunity for a True Economic and Regional Integration of Africa. Budapest International Research in Exact Sciences (BirEx) Journal, 3(2). <https://doi.org/10.33258/birex.v3i2.1884>.
- NDABA, M.M., LIKOLO, J.B., BEMBI, B., KANGU, K.J., MBAYA, K.J., MAGBUKUDUA, M., MASENGO, A.C., BONGO, N.G., MUHAMMAD, R., & NGBOLUA, K.N. (2021). COVID-19 Pandemic in Democratic Republic of the Congo: An Opportunity for Economic Recovery. Britain International of Exact Sciences (BIOEx) Journal, 3(2).
 - NYAMUGIRA BA, BORAUZIMA ML, NGONGO MH (2020). COVID-19 en République démocratique du Congo : Comment financer la relance économique après la crise ? doi : 10.13140/RG.2.2.36424.06407/1.
 - OCDE. (2016). États de fragilité 2015. Consulté à l'adresse http://www.oecd-ilibrary.org/development/etats-de-fragilite-2015_9789264248878-fr.
 - Rapport annuel de la Banque centrale du Congo sur l'Inflation et Taux de change : 2017-2019.
 - Rapport annuel de la Banque centrale du Congo sur la Balance commerciale allant de 2018 à 2019.
 - Rapport annuel de la Banque centrale du Congo sur la Contributions des régies financières aux recettes publiques en 2019.
 - Rapport annuel de la Banque centrale du Congo sur la Décomposition du taux de croissance allant de 2017 à 2020 (prévision).
 - www.tresor.economie.gouv.fr
 - www.sortiraparis.com